



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale de la Protection des
Populations de la Drôme
Service protection de l'environnement
Dossier suivi par : Magali DARODES
Tél. : 04 26 52 21 61
fax : 04 26 52 21 62
mail : ddpp@drome.gouv.fr

PRÉFET DE LA DRÔME

23 JAN. 2014

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2014023 - 0024

PORTANT MISE EN DEMEURE

**AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de l'EARL COURBIS dont l'élevage de volailles est
situé à la Mège à ALLAN**

**Le Préfet de la DRÔME
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10-3123 du 27 juillet 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 09-3151 définissant le 4° programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10-2069 du 31 mai 2010 délivré à l'EARL COURBIS pour l'exploitation de 2 bâtiments permettant d'élever 52 150 animaux-équivalents sur la commune de ALLAN concernant notamment la rubrique 2111-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 20/11/2012 suite à la visite de l'élevage du 16/11/2012 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 22/11/2012 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les courriers des 22/11/2012, 22/03/2013 et 23/11/2013 précisant à l'EARL COURBIS les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 16/11/2012, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- pas de plateforme étanche équipée d'un système de collecte des eaux de lavage du petit matériel

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral susvisé et que l'EARL COURBIS n'a pas mis en place à l'échéance du 30 juin 2013 les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL COURBIS de respecter les prescriptions dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

AR R E T E

ARTICLE 1 : l'EARL COURBIS est mise en demeure :

- de mettre en place une plateforme de lavage étanche équipée d'un système des eaux souillées et d'adresser les justificatifs de sa réalisation à l'inspection

au plus tard 60 jours après la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'EARL COURBIS pour son site situé à ALLAN. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de ALLAN et tenue à disposition du public.

ARTICLE 5 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, et Madame le Directeur en charge des installations classées à la Direction Départementale de la Protection des Populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de ALLAN
- l'EARL COURBIS

Fait à Valence, le 23 JAN. 2014

Le Préfet,

Le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Alice COSTE